



Pour un courant de pensée plus actif, à l'évolution duquel participent davantage de camarades.

Quelques nombres éclairent particulièrement le paysage de ces jours d'automne :

33 000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires annoncées dans une fonction publique dont les missions sont éparpillées, mélangées, regroupées, cédées pour certaines d'entre elles à des entreprises privées.

Sur ces 33 000 suppressions, près de 17 000 frappent durement une éducation nationale déjà réduite sévèrement. Ses missions ne sont plus garanties que par la bonne volonté des personnels, plus soucieux de leur service public que ses gestionnaires et que le gouvernement. Garanties également, en apparence, par l'emploi de personnels précaires que seul le chômage, pour un grand nombre d'entre eux, conduit à accepter un travail auquel ils ne sont absolument pas préparés.

Garanties enfin, toujours en apparence et de façon tout aussi inacceptable, par la mise en responsabilité devant des classes, de jeunes gens qui n'ont pas passé de concours et qu'on baptise stagiaires, payés 3000 euros par an.

Quels services publics, quelle Ecole nous fabrique-t-on là ? Comment espérer qu'elle puisse ainsi trouver les ressources indispensables pour résoudre les problèmes croissants d'écoliers, d'élèves et d'étudiants accablés par les conséquences de la crise qui frappe leurs familles ? Comment croire qu'ils puissent continuer à remplir leur rôle d'amortisseur social des inégalités et d'organisation démocratique des territoires ?

10 000 euros, c'est le deuxième nombre, tellement représentatif de cette société inégalitaire, marchande, conflictuelle, que les idéologues officiels du patronat construisent avec le président de la République. Le thème si moderne de « l'égalité des chances » trouve ici sa signification brutale : le rectorat de Créteil met le roi à nu. Si tu as la chance de venir régulièrement à l'école, ce n'est pas un savoir et une intelligence du monde que tu auras acquis, mais un peu de pèze qui prouvera ta volonté de compétition. Comme l'écrivait samedi l'éditorialiste de Sud-Ouest : « Comment justifier que l'Etat soit contraint de sous-payer des vacataires qui démissionnent à tour de rôle, alors qu'il trouve des ressources pour rétribuer les élèves ? » Comment ? C'est que Liberté, Egalité, Fraternité ne sont même plus des mots délavés sur des murs publics cédés au privé, ce sont des souvenirs à effacer, comme Denis Kessler l'a expliqué. Il faut les remplacer par un mot autrement plus moderne : l'argent.

Si le préfet des Pyrénées-Atlantiques veut « occulter » ou « effacer » les mots de solidarité sur un mur de Billère et tente de faire donner les tribunaux pour y parvenir, ce n'est pas une fougade personnelle. Son travail idéologique consiste aussi à faire « évoluer » les mentalités des citoyens vers l'individualisme, la compétition, l'admission des idées xénophobes, l'acceptation de la primauté du profit des possédants sur la juste rémunération du travail salarié.

28 000 participants dans notre département à la votation populaire pour défendre le service public de la poste et refuser sa privatisation, **plus de 2 000 000 en France**, sont les derniers nombres cités.

On se complait trop souvent à penser et à dire que les salariés sont résignés et acceptent tout sans broncher. Non, ils n'acceptent pas, mais ils ne veulent pas se lancer dans n'importe quelle action s'ils ne perçoivent pas qu'elle peut aboutir à un succès quelconque.

En cette magnifique semaine d'été indien, des dizaines de milliers, des millions de personnes sont venues spontanément vers les bureaux de vote, en dépit des sarcasmes inquiets du gouvernement, pour dire qu'ils voulaient conserver leur service de la poste. L'initiative était unitaire. Elle avait un objectif lisible et atteignable. Les gens ont agi.

De même, ils agiraient si des perspectives unitaires et claires leur étaient proposées.

Les organisations syndicales ont essayé, début janvier, de tracer ces perspectives et de proposer des actions qui auraient dû être unitaires, convergentes et construites dans la durée.

La proposition de l'intersyndicale de s'emparer de l'initiative de la Confédération Syndicale Internationale dans 150 pays dans le monde pour défendre, le 7 octobre, le travail décent, lui permet de relancer les thèmes de la plateforme du 5 janvier qui ont insuffisamment été exploités au début de l'année, après un élan initial pourtant significatif de l'adhésion des salariés.

L'indécence patronale à France Télécom atteint des sommets et ses méthodes de gestion ne passent pas comme une lettre à la poste.

Il faut faire en sorte que nous soyons le plus nombreux possible mercredi 7 octobre à midi devant les chambres de commerce et d'industrie de Pau et Bayonne, pour relancer ces revendications et le travail unitaire.

Cela dit, cette rentrée s'annonce chargée pour notre courant de pensée dans la FSU.

Le congrès départemental et le congrès national approchent rapidement. Les enjeux sont très grands.

Le vote national d'orientation fédérale pour préparer le congrès est organisé du 5 au 26 novembre. Il convient de faire voter le plus grand nombre de nos collègues dans nos syndicats, pour la liste et les propositions *Unité & Action* et « *sans tendance* ».

L'évolution de la situation économique et celle de la Fonction Publique, les lois sur la représentativité syndicale, vont imposer des changements profonds dans la vie syndicale. Les possibilités pour la FSU de participer à toutes les grandes négociations relatives aux conditions de travail, de santé, de soins, de retraite, des salariés sont loin d'être garanties, alors que notre champ syndical perd régulièrement des dizaines de milliers de salariés, que nos missions sont menacées, que nos statuts sont menacés. L'élan créatif qui avait permis la croissance de notre fédération s'épuise. Une réflexion de fond en comble s'impose. La stratégie unitaire et de vaste rassemblement de notre courant de pensée, seule issue démocratique à l'évolution de notre fédération, est combattue par la stratégie de l'avant-garde éclairée et radicale défendue par les autres courants de pensée, y compris le seul autre qui participe à l'exécutif, Ecole Emancipée.

La faiblesse démocratique de notre courant de pensée qui n'a pas assez associé les syndiqués à toutes les réflexions et toutes les élaborations de stratégies, a laissé du champ libre à nos camarades de

l'Ecole Emancipée qui n'opposent aux reculs sociaux devant le patronat et le président de la République que des proclamations radicales pas assez rassembleuses et peu porteuses de réussite. Il nous faut réfléchir ensemble, organiser ensemble, agir ensemble.

Des problèmes aigus se posent dans notre département et nous ne les avons pas assez travaillés ensemble. Il est plus que temps de nous y mettre.

Un CDFD est convoqué pour le lundi 12 octobre. Il devrait n'aborder que les problèmes d'organisation du vote et faire le point sur la rentrée.

Il est indispensable que le plus grand nombre de syndicats de notre section départementale y participe.

Une réunion départementale du courant de pensée sera proposée dans le mois. La date sera déterminée ces jours-ci et annoncée dans la prochaine lettre. Là aussi, il sera indispensable que le plus grand nombre de camarades se reconnaissant dans le courant de pensée y participe, surtout ceux qui habitent le Pays Basque : nous devons déterminer une position commune sur LAB. Nous parlerons également d'organisation.

La date du mercredi 14 après-midi, au milieu de département, a été avancée. **Faites savoir en répondant à l'adresse U&A si cette date vous convient.**

Enfin, nous pourrons y rendre compte des séminaires et réunions nationale U&A auxquelles certains d'entre nous ont pu participer.

U&A FSU 64, le 4 octobre 2009

